

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20230915-4863-DE-1-1  
Date de télétransmission : 21/09/2023  
Date de réception préfecture : 21/09/2023

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**  
Directeur général



**Pas de Calais Habitat**  
4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 15 SEPTEMBRE 2023**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH,  
Monsieur MALFAIT, Monsieur MELLICK, Madame ROSSIGNOL.

**Excusé** : Madame DUHEN qui a donné pouvoir à Monsieur LEROY.

**SAINT ETIENNE AU MONT - Résidence Roman Rolland Réalisation de  
Points d'Apports Volontaires enterrés  
Lancement modificatif**

---

Direction de la côte d'opale et de l'audomarois  
Rapporteur : Mme [REDACTED]

---

#### **I- CONTEXTE**

Par délibération en date du 7 juillet 2023, le Bureau du Conseil d'administration de Pas-de-Calais habitat a autorisé la mise en place d'une convention partenariale tripartite entre la CAB, la Commune de Saint Etienne au Mont et Pas-de-Calais habitat, pour la réalisation de Points d'Apport Volontaire (PAV).

Par délibération du 27 juin 2014, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais a décidé de permettre et soutenir toutes les formes de systèmes de tri. Pour l'habitat vertical, il est proposé que des aménagements particuliers soient mis en place, par le biais de colonnes enterrées ou autres dispositifs similaires.

## **II – SITUATION DE LA VILLE DE SAINT ETIENNE AU MONT**

Suite à la réhabilitation thermique des 54 logements collectifs achevée en avril 2022, Pas-de-Calais habitat et la ville de Saint Etienne au Mont ont souhaité la mise en place de deux points d'apport volontaire sur la Résidence Romain Rolland de 4 bornes chacun (annexe 1).

L'assiette de terrain (voieries, stationnements et espaces verts) est actuellement propriété de Pas-de-Calais habitat.

## **III – CONDITIONS DE RETROCESSION**

La présente convention a pour objet de définir entre les parties :

- la rétrocession du foncier d'assise des deux PAV à la commune de Saint Etienne au Mont
- la prise en charge des équipements pour la gestion de la collecte des déchets ménagers, une fois ceux-ci réalisés, par la Communauté d'Agglomération du Boulonnais.

Le coût de travaux est estimé à 155 001,12 € TTC.

A cela s'ajoutent les honoraires et aléas pour un montant de 23 002,96 € TTC.

Le coût global de l'opération est ainsi estimé à 178 004.08 € TTC.

L'opération est financée en fonds propres.

La CAB participe aux coûts de réalisation des travaux avec la prise en charge du coût des équipements pour un montant de 53 001,60 € TTC (annexe 2).

## **IV - DECLARATION FISCALE**

Pas-de-Calais habitat est soumis à l'impôt sur les sociétés en application de l'article 206 1. du CGI mais partiellement exonéré de l'impôt par les articles 207 1. 4°, 208 6° et 210 E dudit Code.

Pour ces déclarations, Pas-de-Calais habitat est immatriculé auprès de la Direction des Grandes Entreprises (D.G.E.) 6, 8 rue Courtois à Pantin (93505).

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après avoir en délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le lancement de cette opération
- ✓ autorisent la modification de la convention partenariale tripartite entre la CAB, la commune de Saint Etienne au Mont et Pas-de-Calais habitat
- ✓ autorisent le Directeur général ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses, charges et conditions de la convention relative à

l'installation de points d'apport volontaire pour la collecte des déchets et à la signer

- ✓ autorisent la cession du foncier d'assise des bornes enterrées à la commune de Saint-Etienne-au-Mont à l'euro symbolique
- ✓ autorisent le Directeur Général ou toute personne habilitée, à signer les actes qui seront passés en l'étude de maître Sénicourt, notaire à Boulogne sur Mer et toutes pièces nécessaires à la régularisation de la cession, étant ici précisé que les frais, droits et émoluments de l'acte seront à la charge de Pas-de-Calais habitat ou de toute autre personne physique ou morale que ce dernier se réserve le droit de désigner.

Décision adoptée à l'unanimité



## Plan de Situation (Zone 1 & 2)

Annexe 1

Le Maître d'Ouvrage



Le Maître d'Oeuvre



N° Dossier : 139-03

Date : 27-02-2023

DCE

Echelle : 1/1000

Zone d'implantation N°1  
des PAV

A

Zone d'implantation N°2  
des PAV

B

Photo A: Zone d'implantation N°1 des PAV



Photo B: Zone d'implantation N°2 des PAV







CONVENTION RELATIVE A L'INSTALLATION  
DE POINTS D'APPORT VOLONTAIRE  
POUR LA COLLECTE DES DECHETS



ENTRE,

La Communauté d'Agglomération du Boulonnais, représentée par son Président, Monsieur Frédéric CUVILLIER, ayant son siège social à Boulogne-sur-Mer (62200), 1 boulevard du Bassin Napoléon,

D'une part,

ET,

La commune de Saint Etienne au Mont, représentée par son Maire, Madame Brigitte PASSEBOSC,

ET,

Pas-de-Calais habitat, Office Public de l'Habitat, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial ayant son siège social à Arras (62000), 4 avenue des Droits de l'Homme, représenté par Monsieur Bruno FONTALIRAND, agissant en qualité de Directeur Général,

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

#### ARTICLE 1 – Objet de la convention

Conformément à la décision du Bureau du Conseil d'Administration de Pas-de-Calais habitat, en date du 13 novembre 2020, il a été décidé d'autoriser la négociation des conditions d'installation et d'entretien des points d'apport volontaire avec chacune des communautés d'agglomérations ou de communes du département sur le territoire desquelles Pas-de-Calais habitat est implanté.

Conformément à la décision du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais du 27 juin 2014, il a été décidé de permettre et soutenir toutes les formes de systèmes de tri. Pour l'habitat vertical, il est proposé que des aménagements particuliers soient mis en place, par le biais de colonnes enterrées ou autres dispositifs similaires. Pour rappel et par délibération en date du 13 avril 2014, le Conseil Communautaire a délégué au Président, la faculté de conclure toute convention relative aux groupements de commandes relative à l'achat de dispositions de collecte sélective conclue avec les bailleurs sociaux.

A cet effet, la présente convention a pour finalité de définir les termes d'un partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Boulonnais et Pas-de-Calais habitat en vue de procéder à l'externalisation de la collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables, au plus près des entrées d'immeubles au moyen de colonnes enterrées.



## ARTICLE 2 – Intérêts des PAV

Ce programme est mis au point entre :

- La Communauté d'Agglomération du Boulonnais, qui assure le ramassage, le tri, la valorisation et l'entretien,
- Et Pas-de-Calais habitat qui a développé ces dispositifs dans une partie de son parc de logements collectifs départemental depuis 2005, en partenariat avec les communes et les EPCI, et qui assure un rôle d'information auprès des usagers et des salariés de l'Office et auprès des services de la CAB pour tout problème survenant sur le terrain.

Il présente un intérêt en matière :

- D'amélioration des conditions de travail des personnels intervenant,
- De sécurité publique et privée par la disparition des conteneurs aériens, luttant contre le risque incendie et les incivilités,
- De qualité environnementale par une augmentation potentielle du taux de tri des rejets ménagers constatés sur un nombre de sites ainsi équipés,
- De qualité paysagère par une intégration d'un mobilier urbain peu visible.

## ARTICLE 3 – Occupation du domaine public – Servitude conventionnelle

La présente convention a pour objet l'installation des points d'apport volontaire enterrés situés résidence Romain Rolland à Saint Etienne-au- Mont (62360) et répartis en deux points de collecte face à l'entrée 35 rue Anatole France et aux entrées 2 et 4 rue Henri Barbusse.

La localisation et le dimensionnement de l'ensemble des matériels ont été préalablement définis en concertation entre les parties en fonction des besoins et des contraintes du terrain.

La Commune octroie à la CAB, à titre gratuit, l'accès et l'occupation du domaine public, en vue de l'exploitation, de la maintenance, du renouvellement et de l'enlèvement éventuel des bornes enterrées. Cette autorisation d'occupation du domaine public n'est pas constitutive de droits réels.

En conséquence, la CAB pourra faire intervenir ses représentants, ou agents, ainsi que les entreprises chargées de travaux, de prestations de fourniture ou de services, et ceux-ci pourront librement accéder aux équipements concernés.

## ARTICLE 4 – Mise en œuvre et propriété des installations

Il est convenu que Pas-de-Calais habitat assure la maîtrise d'ouvrage des opérations, sur la base des modèles types de conteneurs validés par la Communauté d'Agglomération du Boulonnais.



La Communauté d'Agglomération du Boulonnais devient propriétaire de ces équipements à la réception des travaux d'installation.

#### ARTICLE 5 – Assurance

Toutes les parties à cette convention doivent justifier, pour la partie qui les concerne, d'une assurance Responsabilité Civile en cas de dommages causés à autrui lors de l'installation, l'entretien ou l'utilisation des colonnes.

#### ARTICLE 6 – Financement des investissements

Le financement des opérations, frais de maîtrise d'œuvre inclus, sont à la charge de Pas-de-Calais habitat.

Le coût des travaux après appel d'offres se porte à 155 001,12 € TTC, hors missions et études, auquel sera déduite la participation financière de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais pour les équipements d'un montant de 53 001,60 € TTC.

#### ARTICLE 7 – Paiement

Pas-de-Calais habitat établira une demande de remboursement des équipements auprès de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais, justifiée par une copie des factures acquittées à hauteur d'un montant de 53 001,60 € TTC.

#### ARTICLE 8 – Publicité

Pas-de-Calais habitat affichera, sur le panneau de chantier de l'opération, le logo de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais. De manière générale, il sera fait référence, dans toute publicité formulée sur cette opération, à la participation de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais (panneaux de chantier, articles de presse, etc...)

#### ARTICLE 9 – Fin de la convention

La présente convention prend fin à la réception de travaux des équipements, constituant la prise de propriété de ces derniers par la Communauté d'Agglomération du Boulonnais.

## ARTICLE 10 – Annexe

Un plan d'implantation des points d'apport volontaire est annexé à chacun des exemplaires originaux de la présente convention.

## ARTICLE 11 – DROIT APPLICABLE

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends, avant de recourir à l'action judiciaire.

## ARTICLE 12 - ETHIQUE

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Établissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes

La présente convention est établie sur 6 pages, annexe comprise.



Fait à le,

En trois exemplaires originaux avec signatures et cachets, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour la Communauté  
D'Agglomération du Boulonnais

Le Président

Pour Pas-de-Calais habitat,

Le Directeur Général

Pour la Commune de Saint Etienne au Mont

Madame le Maire